

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.410/4
42.411/4
DU 26 MARS 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Défense, le 1^{er} mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur :

- 1/ un projet d'arrêté royal "relatif au remboursement de certains frais exceptionnels encourus par le militaire" (42.410/4),
- 2/ un projet d'arrêté ministériel "pris en exécution de l'arrêté royal relatif au remboursement de certains frais exceptionnels encourus par le militaire" (42.411/4),

a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les projets appellent les observations suivantes.

1. La demande d'avis précise, à propos tant du projet d'arrêté royal que de celui d'arrêté ministériel y portant exécution :

"Les textes en projet visent à exécuter une disposition insérée dans la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires, par la loi du 27 mars 2003.

Ils ne doivent pas être soumis à la négociation syndicale conformément à l'article 2, § 2, 2/, de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire. De même, conformément aux articles 5, 7 et 14 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, les textes en projet ne doivent pas être soumis à l'avis préalable de l'inspecteur des Finances accrédité auprès de mon département, ni à l'accord préalable des Ministres qui ont le budget et l'administration générale dans leurs attributions, puisque les dispositions projetées, en elles-mêmes, ne modifient pas le statut pécuniaire du personnel, n'influencent ni directement ni indirectement les recettes, n'entraînent aucune dépense nouvelle et n'ont aucune répercussion financière directe ou indirecte."

Interrogés sur ce point, les Officiers délégués ont ajouté :

"L'article 10^{ter} de la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires permet au Roi d'autoriser le Ministre de la Défense à rembourser, dans certaines limites et en certaines occasions, certains frais exceptionnels au militaire qui se trouve dans certaines situations. La loi permet également au Roi d'autoriser le Ministre à transférer cette compétence à certaines autorités militaires et civiles. La loi fixe précisément le cadre dans lequel les remboursements peuvent être autorisés et quelles autorités peuvent être habilitées à recevoir délégation du Ministre de la Défense. Les arrêtés en projet ne visent donc qu'à permettre l'exécution, dans un cadre bien défini, de dispositions légales préexistantes, sans créer aucun droit nouveau ni générer par eux-mêmes de coût."

En ce qu'il se limite à déterminer quelles sont les autorités habilitées à prendre en lieu et place du Roi, les décisions individuelles en matière de remboursement de frais exceptionnels, sans modifier les droits des militaires en la matière, le projet d'arrêté royal examiné constitue une simple mesure d'organisation interne de la Défense, dépourvue de caractère réglementaire au sens de l'article 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Il ne doit dès lors pas être soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État.

2. La même observation vaut pour le projet d'arrêté ministériel d'exécution simultanément soumis à l'avis de la section de législation, à l'exception de l'article 7 de ce dernier, lequel vise à modifier l'article 8 de l'arrêté ministériel du 9 mai 2005 fixant les modalités relatives à l'octroi d'avances sur certaines indemnités.

Cette disposition vise à intégrer, dans le calcul de l'avance sur l'indemnité pour frais scolaire que le militaire peut solliciter en application de l'article 10*bis*, § 3, de la loi du 20 mai 1994 précitée, le montant du remboursement qui lui serait accordé au titre de frais exceptionnels, conformément à l'article 10*ter*, § 3, 2/, de la même loi.

Elle relève de la réglementation en matière de droits pécuniaires des militaires et doit, à ce titre, être soumise à la procédure de négociation syndicale, à l'instar de la disposition qu'elle vise à modifier.

3. Outre le visa de l'accomplissement de la procédure de négociation syndicale, le préambule du projet d'arrêté ministériel doit être complété par un nouvel alinéa 1^{er}, consacré au visa de son fondement légal. Compte tenu de l'observation précédente, ce fondement légal doit être recherché tant dans l'article 10*bis*, § 3, que dans l'article 10*ter* de la loi du 20 mai 1994 précitée.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.410/4
42.411/4
VAN 26 MAART 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 1 maart 2007 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over :

- 1/ een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de terugbetaling van bepaalde buitengewone kosten opgelopen door de militair" (42.410/4),
- 2/ een ontwerp van ministerieel besluit "tot uitvoering van het koninklijk besluit betreffende de terugbetaling van bepaalde buitengewone kosten opgelopen door de militair" (42.411/4),

heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geven de ontwerpen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Zowel wat betreft het ontwerp van koninklijk besluit als het ontwerp van ministerieel besluit dat uitvoering eraan geeft, staat in de adviesaanvraag te lezen :

"Les textes en projet visent à exécuter une disposition insérée dans la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires, par la loi du 27 mars 2003.

Ils ne doivent pas être soumis à la négociation syndicale conformément à l'article 2, § 2, 2/, de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire. De même, conformément aux articles 5, 7 et 14 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, les textes en projet ne doivent pas être soumis à l'avis préalable de l'inspecteur des Finances accrédité auprès de mon département, ni à l'accord préalable des Ministres qui ont le budget et l'administration générale dans leurs attributions, puisque les dispositions projetées, en elles-mêmes, ne modifient pas le statut pécuniaire du personnel, n'influencent ni directement ni indirectement les recettes, n'entraînent aucune dépense nouvelle et n'ont aucune répercussion financière directe ou indirecte."

Daaromtrent om uitleg gevraagd hebben de gemachtigde officieren daaraan toegevoegd :

"L'article 10^{ter} de la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires permet au Roi d'autoriser le Ministre de la Défense à rembourser, dans certaines limites et en certaines occasions, certains frais exceptionnels au militaire qui se trouve dans certaines situations. La loi permet également au Roi d'autoriser le Ministre à transférer cette compétence à certaines autorités militaires et civiles. La loi fixe précisément le cadre dans lequel les remboursements peuvent être autorisés et quelles autorités peuvent être habilitées à recevoir délégation du Ministre de la Défense. Les arrêtés en projet ne visent donc qu'à permettre l'exécution, dans un cadre bien défini, de dispositions légales préexistantes, sans créer aucun droit nouveau ni générer par eux-mêmes de coût."

Het onderzochte ontwerp van koninklijk besluit is louter een maatregel van interne organisatie van Landsverdediging, die geen reglementaire strekking heeft in de zin van artikel 3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, daar het zich ertoe beperkt te bepalen welke instanties gemachtigd worden om in de plaats van de Koning de persoonsgerichte beslissingen te nemen inzake terugbetaling van buitengewone kosten, zonder dat de rechten van de militairen ter zake worden gewijzigd.

Er is derhalve geen aanleiding om het om advies voor te leggen aan de afdeling wetgeving van de Raad van State.

2. Dezelfde opmerking geldt voor het ontwerp van ministerieel uitvoeringsbesluit dat gelijktijdig om advies is voorgelegd aan de afdeling wetgeving, uitgezonderd artikel 7 van laatstgenoemd besluit, dat ertoe strekt artikel 8 te wijzigen van het ministerieel besluit van 9 mei 2005 tot vaststelling van de nadere regels betreffende de toekenning van voorschotten op bepaalde vergoedingen.

Deze bepaling beoogt bij de berekening van het voorschot op de vergoeding voor schoolkosten die de militair gerechtigd is aan te vragen met toepassing van artikel 10*bis*, § 3, van de voornoemde wet van 20 mei 1994, het bedrag in aanmerking te laten nemen van de terugbetaling dat hem zou worden toegekend bij wijze van buitengewone kosten, zulks met toepassing van artikel 10*ter*, § 3, 2/, van dezelfde wet.

Deze bepaling ressorteert onder de regelgeving inzake de geldelijke rechten van de militairen en uit dien hoofde moet in dat verband de procedure van onderhandelingen met de vakbonden worden gevolgd, naar het voorbeeld van de bepaling die ze beoogt te wijzigen.

3. De aanhef van het ontwerp van ministerieel besluit moet niet alleen worden aangevuld met een lid dat aangeeft dat voldaan is aan het vormvereiste van de procedure van onderhandelingen met de vakbonden, maar ook met een nieuw eerste lid, dat de rechtsgrond ervan bepaalt. Gelet op de voorgaande opmerking is die rechtsgrond zowel artikel 10*bis*, § 3, als artikel 10*ter* van de voornoemde wet van 20 mei 1994.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT, staatsraad.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE